Campagne présidentielle 2017





Publié le 19 sept 2017

Les dernières élections présidentielles et législatives ont vu l'arrivée en force de deux nouveaux mouvements qui ont bouleversé le champ des partis traditionnels tels qu'ils structuraient la vie politique de la France depuis trente ans. Il s'agit bien évidemment de « La République en Marche » d'Emmanuel Macron et de « La France Insoumise » portée par J.L. Mélenchon.

La décision du MS21

Pendant cette période le MS21, après de nombreux débats, a opté pour un soutien critique à la FI. « Soutien » parce que, indéniablement, ce mouvement représente la seule organisation de masse qui porte une alternative crédible à l'ultralibéralisme triomphant, aux dégâts qu'il induit sur le plan social, et aux risques majeurs de troubles systémiques d'ordre financier et guerrier. Mais « critique » parce que nous estimons – sans doute par peur d'effrayer un électorat encore frileux sur ces points - qu'une part non négligeable de son programme (« L'avenir en commun ») ne répond pas de façon suffisamment claire à l'urgence du moment. Toutes ses tergiversations autour de la question européenne ne peuvent en effet masquer la nécessité d'une sortie rapide et unilatérale des instances multinationales (UE, euro, OTAN, FMI…) qui n'ont d'autre but que de discipliner le salariat des classes moyennes et populaires par la concurrence.
Certains de nos adhérents se sont d'ailleurs impliqués dans la campagne de la FI ,dont une (Sylvie PILLE) s'est présentée comme candidate aux élections législatives dans la circonscription d'Aubagne (13). Son score de 15,57% dépassant celui obtenu au plan national par la FI qui est de 11%, reflète l'intensité de son engagement et conforte notre positionnement.

Le « macronisme »

Qu'est ce que le « macronisme » ? Pour nous il ne s'agit que de la dernière étiquette collée sur le même flacon de bouillie néo-libérale que la classe dirigeante nous sert depuis plus de trente ans, dans sa forme encore plus financiarisée et encore plus vassalisée à Berlin, Washington et Bruxelles.
Encore une fois, les médias dominants, le Medef et le lobby bancaire ont misé sur un candidat à l'apparence lisse et consensuelle mais dont la seule fonction sera la préservation scrupuleuse de leurs intérêts et encore une fois, les classes populaires seront les premières ciblées avec de nouvelles contre-réformes sur le travail qui vont aggraver les précédentes. Dans cette perspective, les 309 moutons en marche du parlement, prêts à voter comme un seul homme les mesures les plus réactionnaires ne feront pas un contre-pouvoir bien efficace.
En face, la France insoumise s'est battue avec peu de moyens mais la force honnête de ses convictions et de ses espoirs. Même si nous avons été déçus par les résultats nous sommes convaincus que cette bataille n'a pas été vaine et qu'elle donnera bientôt de belles résurgences à l'occasion des luttes sociales et politiques à venir.

La suite…

Il est impossible de savoir ce que l'avenir nous réserve à la suite de ces élections marquées essentiellement par un très fort taux d'abstention. Mais quelques éléments nous paraissent incontournables :
- En premier lieu, la gauche libérale est moribonde – beaucoup d'éléphants hollandistes du PS ont subi le « dégagisme » - et c'est très bien ainsi. Car se réclamer de Jaurès et faire la promotion de la précarisation du travail est une malhonnêteté intellectuelle qui devait apparaître au grand jour. C'est fait.
- La gauche communautariste et mondialiste est moribonde - le PS tendance Hamon et tous les leaders de EELV ont fait des scores ridicules – et c'est tant mieux. Car le fractionnement du corps social sur des principes d'appartenance ethnique, religieuse ou communautaire est une impasse politique comme l'est la dilution de l'Etat-Nation au sein d'une quelconque entité supra nationale et anti-démocratique. En conséquence, toute nouvelle organisation politique qui voudra être liée au peuple devra prendre en compte la double dimension émancipatrice de la souveraineté et de la laïcité.
- Enfin, si la FI – fort de son groupe à l'assemblée nationale - veut devenir la nouvelle force politique crédible aux yeux des classes populaires, elle devra prendre en compte les deux points précédents et rappeler aussi à ses militants que l'engagement politique ne se réduit pas aux temps survoltés des élections. Il passe par celui de la formation, du militantisme de terrain, et des contacts fraternels avec des formations politiques aux valeurs voisines qui souhaitent cependant garder leur identité. Dans ce cadre, le MS21 est ouvert à toutes les propositions.